

Le 3 décembre 2015

Ne les oubliions pas. Œuvrons pour le changement.

Au Canada, le 6 décembre, nous soulignons la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Le 6 décembre 1989, 14 jeunes femmes, étudiantes en génie à l'École Polytechnique de Montréal, ont été abattues par un homme qui disait détester les féministes. Elles s'appelaient :

Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Kluczniuk-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte.

Le 6 décembre, nous rendons hommage à ces jeunes femmes, et nous renouvelons notre engagement à œuvrer pour le changement.

La violence envers les femmes a des effets sur nous tous, tant au travail qu'à la maison, et elle se répercute sur notre santé, tant physique que mentale. Elle touche nos confrères et consœurs de travail, nos proches et nos amis.

Nous avons réalisé des progrès en matière d'égalité des droits chez les femmes, mais il nous reste encore beaucoup de travail à accomplir. L'apport des femmes demeure sous valorisé, et, en raison des codes culturels, la violence envers les femmes semble normale et inévitable. Nos consœurs sont régulièrement l'objet de violence, en particulier celles qui sont marginalisées, c'est-à-dire les femmes ayant une incapacité, les femmes racialisées, les femmes autochtones, les femmes pauvres, les immigrantes et les femmes LGBTQ.

Les femmes qui tentent avec courage de faire tomber les barrières sont souvent, elles aussi, l'objet de violence et de menaces. Nous en sommes témoins tous les jours, et nous avons le devoir de dénoncer la situation partout où nous le pouvons.

Au Canada, la moitié des femmes ont été l'objet d'au moins un incident de violence physique ou sexuelle depuis l'âge de 16 ans.

Au Canada, 67 % de la population a déclaré connaître personnellement au moins une femme ayant fait l'objet d'une agression physique ou sexuelle.

Au Canada, en moyenne, tous les six jours, une femme est assassinée par son conjoint. En 2011, sur les 89 assassinats commis par un conjoint ou une conjointe qu'ont recensés les autorités policières, 76 des victimes (plus de 85 %) étaient des femmes.

Au Canada, tous les jours, plus de 3 300 femmes (et leurs enfants, soit 3 000 en tout) doivent dormir dans un refuge pour femmes victimes de violence afin d'échapper à leur conjoint.

Tous les soirs, environ 200 femmes se voient refuser l'accès à un refuge parce qu'il est déjà rempli.

En 2010, au Canada, 582 cas de disparition ou d'assassinat de femmes autochtones étaient connus des autorités. Amnistie internationale et les Nations Unies ont demandé au Canada de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation. Selon l'Association des femmes autochtones du Canada, « si on appliquait ces mêmes proportions au reste de la population féminine du pays, ce sont plus de 18 000 femmes et jeunes filles qui seraient portées disparues. ».

En 2015, il existe de nombreuses mesures que nous pouvons prendre pour mettre fin à la violence envers les femmes.

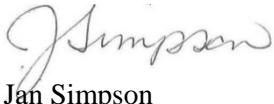
Nous devons obliger le gouvernement libéral à respecter sa promesse électorale et à concrétiser les attentes qu'il a formulées, soit lancer une enquête nationale sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées; élaborer un plan d'action complet assorti d'une stratégie visant à mettre fin à la violence envers les femmes, le tout accompli de concert avec les provinces; et veiller à ce que le Parlement et les institutions fédérales soient des lieux de travail exempts de harcèlement et de violence sexuelle.

Le gouvernement libéral s'est aussi engagé à ce que toute personne fuyant une situation de violence familiale puisse trouver secours dans un refuge en élargissant le réseau de refuges et en augmentant le nombre de programmes destinés à trouver une solution aux difficultés qui entourent la violence envers les femmes et qui l'aggravent.

Tous et toutes, nous pouvons agir pour que la violence ne soit plus perçue, d'un point de vue culturel, comme étant inhérente à la réussite des hommes, ni normale lorsqu'elle prend pour cible les femmes et les jeunes filles.

Soutenons nos consœurs. Croyons-les. Agissons dans un but de changement. Obligeons les gouvernements à répondre de leurs actes.

Solidarité,



Jan Simpson
1^{re} vice-présidente nationale



Dave Bleakney
2^e vice-président national

2015-2019 / Bulletin N° 059
/bk sepb 225 / map scfp 1979

